



Assemblée générale

Distr. générale
10 octobre 2014
Français
Original : espagnol

Soixante-neuvième session

Première Commission

Point 96 q) de l'ordre du jour

**Désarmement général et complet : suivi de la réunion
de haut niveau de l'Assemblée générale
sur le désarmement nucléaire de 2013**

Lettre datée du 1^{er} octobre 2014, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous informer que les États membres de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, institué par l'article 7 du Traité de Tlatelolco, qui porte création de la première zone densément peuplée exempte d'armes nucléaires, ont décidé de publier une déclaration à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, célébrée le 26 septembre 2014 conformément à la résolution 68/32 de l'Assemblée générale des Nations Unies (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 96 q) de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Xavier Lasso **Mendoza**



**Annexe à la lettre datée du 1^{er} octobre 2014 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration publiée par les États membres de l'Organisme
pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine
et dans les Caraïbes à l'occasion de la Journée internationale
pour l'élimination totale des armes nucléaires**

Nous, États membres de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL), attachés de longue date au désarmement nucléaire,

Fiers d'appartenir à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, dont le Traité de Tlatelolco fait d'elle la première région densément peuplée de la planète à avoir été déclarée zone exempte d'armes nucléaires,

Conscients d'avoir servi de modèle politique, juridique et institutionnel en vue de la création d'autres zones exemptes d'armes nucléaires ailleurs dans le monde,

Réaffirmant notre plein appui aux déclarations sur le désarmement nucléaire que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) sur le désarmement nucléaire a adoptées à Buenos Aires le 20 août 2013 et à La Havane le 29 janvier 2014,

Reconnaissant que l'objectif prioritaire consistant à instaurer la paix et la sécurité internationales dans un monde exempt d'armes nucléaires est l'un des principaux défis que l'humanité doit relever,

Nous, États membres de l'OPANAL,

Nous félicitons que l'Assemblée générale ait décidé, dans sa résolution 68/32, de proclamer la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, et nous associons à la première célébration de cette journée qui aura lieu le 26 septembre 2014;

Invitons la communauté internationale à célébrer cette journée en organisant différentes activités de sensibilisation et d'information portant sur la menace que les armes nucléaires représentent pour l'humanité et la nécessité urgente de les interdire et de les éliminer complètement, et à se mobiliser en vue de la réalisation de l'objectif commun qu'est l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires;

À cette occasion, nous, États membres de l'OPANAL :

1. Nous déclarons de nouveau profondément préoccupés face au danger imminent que pose l'existence continue d'armes nucléaires et l'utilisation et la menace de l'utilisation de ce type d'armes, ainsi que face aux conséquences désastreuses qu'aurait une explosion nucléaire, qu'elle soit accidentelle ou intentionnelle, pour la planète et pour l'humanité toute entière;

2. Affirmons qu'il faut d'urgence entamer des négociations en vue de l'adoption rapide d'un instrument universel juridiquement contraignant visant à interdire la détention, la mise au point, la fabrication, l'acquisition, la mise à l'essai, l'accumulation, le transfert et l'utilisation ou la menace de l'utilisation d'armes nucléaires et à assurer la destruction de ce type d'armes de manière transparente,

irréversible et vérifiable et selon un calendrier approuvé à l'échelon multilatéral; et affirmons également notre engagement à conjuguer nos efforts aux fins de la réalisation de cet objectif prioritaire;

3. Demandons de nouveau à tous les États, et en particulier aux États dotés d'armes nucléaires, de faire en sorte que les armes nucléaires n'aient plus de place dans leurs doctrines et leurs stratégies militaires et leurs politiques de sécurité et de s'acquitter pleinement et sans plus tarder de leurs obligations juridiques et des engagements sans équivoque qu'ils ont pris en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires;

4. Prions instamment les États dotés d'armes nucléaires de ne plus mettre au point de nouveaux types d'armes nucléaires et de cesser de perfectionner les armes existantes;

5. Exhortons à nouveau les États dotés d'armes nucléaires ayant fait des déclarations interprétatives au regard des protocoles additionnels au Traité de Tlatelolco à les retirer immédiatement afin de donner aux États situés dans la zone exempte d'armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes des garanties absolues de sécurité;

6. Affirmons le droit inaliénable que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires reconnaît à tous les États, sans discrimination, de poursuivre des travaux de recherche en vue de développer la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

7. Exhortons les États dotés d'armes nucléaires à s'acquitter des obligations mises à leur charge par l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à accélérer l'élimination complète de ces armes, et les engageons instamment à continuer de progresser sur la voie de l'application des mesures pratiques adoptées à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000 et du plan d'action adopté à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010;

8. Nous engageons à continuer de mettre en œuvre des programmes d'information visant à promouvoir le désarmement nucléaire, convaincus que ce type de programmes contribuent efficacement à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales;

9. Décidons de continuer d'encourager le débat et la diffusion d'informations sur les conséquences désastreuses qu'une explosion nucléaire, qu'elle soit accidentelle ou délibérée, aurait à de multiples égards. Dans ce contexte, nous saluons l'initiative prise par le Gouvernement autrichien de convoquer la prochaine Conférence de Vienne sur l'impact humanitaire des armes nucléaires et engageons vivement tous les pays à participer à cette conférence et à continuer de renforcer les connaissances dont nous disposons en ce qui concerne les effets ravageurs des armes nucléaires, conformément aux conclusions des deux dernières conférences, tenues en Norvège en 2013 et au Mexique en 2014;

10. Rappelons que, dans sa résolution 68/32, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de convoquer, au plus tard en 2018, une conférence internationale de haut niveau sur le désarmement nucléaire pour faire le point sur les progrès accomplis;

11. Réaffirmons la déclaration sans précédent par laquelle les participants au Sommet de la CELAC qui s'est tenu à La Havane le 29 janvier 2014 ont institué une zone de paix en Amérique latine et dans les Caraïbes et affirmé la détermination des États de la région à continuer de promouvoir le désarmement nucléaire à titre prioritaire et à contribuer à un désarmement général et complet en vue de renforcer la confiance entre les nations;

12. Soulignons l'engagement indéfectible que nous avons pris envers les générations présentes et futures de créer un monde exempt d'armes nucléaires.
